31 octobre 2005

Rapport de la commission des sports et de la sécurité chargée d'examiner la pétition intitulée: «Afin que soient augmentées et améliorées les possibilités d'escalade en salle, sportive et tout public, au centre sportif de la Queue-d'Arve».

Rapporteur: M. Christian Zaugg.

La pétition a été renvoyée à la commission des sports et de la sécurité par le Conseil municipal le 22 juin 2004.

La commission, présidée par M. Pierre Maudet, s'est réunie à deux reprises pour examiner cet objet. Elle a auditionné les pétitionnaires et le Conseil administratif afin de pouvoir prendre sa décision en toute connaissance de cause.

Le rapporteur tient ici à remercier M^{me} Gisèle Spescha, secrétaire, de l'excellente qualité de ces notes de séance qui lui ont permis de rédiger le présent rapport.

Texte de la pétition

(Voir annexe.)

Séance du 25 novembre 2004

Le président ouvre la séance et accueille les pétitionnaires, représentés par M^{me} Pascale Dethurens, M. Maurice Dandelot et M. Christophe Peretti.

M. Dandelot explique à la commission que le mur d'escalade de la Queue-d'Arve, ouvert il y a une quinzaine d'années, est très largement utilisé par des associations et par une quantité importante de grimpeurs-ses individuels. Le site est actuellement saturé, à telle enseigne que de nombreux grimpeurs-ses ne renouvellent plus leur inscription. Cela est tout à fait regrettable, car l'escalade est une activité qui s'adresse à tous et à toutes, aussi bien aux juniors qu'aux seniors, sans aucune limite d'âge. Lorsque le site est surfréquenté, les conditions de sécurité ne sont pas optimales et des accidents peuvent alors se produire. Il est donc urgent d'y remédier et d'étendre la surface disponible pour l'escalade.

Un commissaire lui demande si d'autres communes ont pu mettre à disposition des murs d'escalade pour les grimpeurs-ses.

M. Dandelot relève qu'il existe effectivement quelques parois dans des écoles ainsi que quelques murs qui ont été mis à disposition par des milieux privés mais en nombre tout à fait insuffisant.

Le rapporteur a l'impression que des voies de niveau moyen manquent à la Queue-d'Arve et demande aux pétitionnaires d'estimer, en mètres carrés, la surface qu'il faudrait ajouter.

M. Dandelot indique à la commission qu'il conviendrait de mettre à disposition un pan de 13 m sur 12, ce qui représenterait une surface supplémentaire de près de 160 m². Il précise qu'il faudrait, pour réaliser cette extension, mordre un peu sur la surface dévolue au badminton, mais il ajoute que le taux de fréquentation journalier de chacune de ces activités joue manifestement en faveur de l'escalade.

Un autre commissaire aimerait connaître le nombre de grimpeurs-ses qui pratiquent la varappe à titre individuel ainsi que le nombre de personnes affiliées à des clubs fréquentant le mur de la Queue-d'Arve.

M. Dandelot estime ce nombre à près de 1000 personnes. Il ajoute que la plupart des utilisateurs-trices font partie des Amis montagnards et des deux sections – genevoise et carougeoise – du Club alpin suisse. Cet effectif global comprend également de nombreux jeunes inscrits aux cours organisés par le Service des loisirs de la jeunesse et un nombre indéterminé de grimpeurs-ses individuels.

Ce même commissaire souhaiterait connaître les modalités d'inscription à ces cours et la responsabilité de la Ville dans le domaine de la sécurité.

M. Dandelot explique alors que l'on peut obtenir des abonnements annuels ou des tickets à la séance. Celles et ceux qui disposent d'abonnements doivent s'annoncer au secrétariat, en arrivant, pour des raisons de sécurité. En ce qui concerne les tickets, il faut les acheter à la caisse et ils coûtent 26 francs pour toute la séance. Le prix des abonnements se monte, lui, à 220 francs pour une année.

Un autre commissaire demande aux pétitionnaires si la grimpe est un sport saisonnier.

M. Dandelot indique à la commission que c'était le cas auparavant lorsque l'escalade indoor permettait aux varappeurs du Salève de s'entraîner pendant les mois d'hiver, mais que maintenant ce sport se pratique en salle dix mois sur douze, le mur n'étant pas disponible en juillet et en août.

Une commissaire aimerait savoir si, dans le cadre de la pétition, des contacts ont été pris avec d'autres communes.

M. Dandelot répond à cette question par la négative.

Le rapporteur demande alors aux pétitionnaires s'ils ont des préférences en ce qui concerne le type de nouvelles structures à grimper à mettre en place.

M. Peretti relève que les choses n'ont pas considérablement évolué ces derniers temps hormis le fait que les pans peuvent être inclinables. On en reste donc aux plaques en résine fixées sur des cadres avec des prises rapportées que l'on peut changer.

Une commissaire souhaiterait en savoir un peu plus au sujet de la fréquentation du mur.

M. Peretti indique à la commission que l'on voit le matin quelques mamans venir grimper et que les pointes de fréquentation ont lieu à midi et, bien évidemment, en fin d'après-midi et le soir.

Le rapporteur demande alors s'il ne serait pas possible d'équiper des écoles en installant des prises rapportées sur les parois des salles de gymnastique.

M. Dandelot répond, en tant que directeur du Service de la gestion et du budget de l'enseignement primaire, que la problématique l'intéresse mais que la cohabitation entre divers utilisateurs poserait problème, car ces salles sont très utilisées après les heures scolaires.

Le président remercie M^{me} Dethurens, MM. Dandelot et Peretti, qui quittent la salle, et un petit débat s'engage au terme duquel la commission décide d'auditionner M. André Hediger, conseiller administratif, et ses services pour connaître la position de son département en ce qui concerne les demandes formulées par les pétitionnaires.

Séance du 20 janvier 2005

Le président accueille M. Yves Nopper, encore à ce moment-là chef du Service des sports.

M. Nopper reconnaît d'entrée que le constat fait par les pétitionnaires est exact. Le mur du pavillon de la Queue-d'Arve arrive à saturation et il convient donc de faire quelque chose à cet égard. Il rappelle que cet équipement a été construit par étapes successives et que le dernier pan a été inauguré il y a environ dix-huit mois. Le problème réside dans le fait que la salle qui abrite le mur est polyvalente et qu'elle accueille également le badminton et le handball. La situation est délicate, car une extension du mur ne se ferait qu'au détriment de ces acti-

vités. M. Nopper a d'ailleurs reçu une lettre du milieu des grimpeurs, le 19 décembre 2004, qui demande à la Ville de réduire les nuisances sonores dues au badminton et au handball à l'intérieur du pavillon.

Un commissaire aimerait connaître le montant estimatif de l'équipement demandé.

M. Nopper indique à la commission que le coût du grand mur, inauguré l'année précédente, a été de 100 000 francs, mais relève que l'escalade est un sport qui rapporte à la Ville environ 145 000 francs par année. L'investissement est donc largement autofinancé. M. Nopper ajoute à cela que les frais d'entretien sont limités et que la Ville mandate un grimpeur pour changer régulièrement les prises.

Le rapporteur, qui procède à une petite règle de trois, indique alors à la commission que ledit montant devrait se situer autour de 40 000 francs.

M. Nopper confirme en signifiant qu'il ne s'agit pas d'une question de coût mais de place. Il tient à préciser également que la demande figurant dans la pétition de revoir l'aération du site et donc plus concrètement de changer la ventilation pose problème car, déjà aujourd'hui, la magnésie utilisée par les grimpeurs dérange les handballeurs, qui glissent régulièrement sur le sol. La solution passe donc par l'équipement d'une salle qui serait entièrement ou presque dévolue à l'escalade.

Un commissaire demande alors à M. Nopper s'il connaît des sites qui pourraient être affectés à l'escalade.

M. Nopper relève que, généralement, les structures à grimper sont couplées avec d'autres sports du type skate ou BMX, comme à Winterthur ou à Lausanne. Il convient donc de dresser un inventaire des sites qui pourraient être destinés à des activités de ce type.

Un autre commissaire aimerait savoir si le Service des sports peut donner une suite favorable à la troisième invite qui demande un espace réservé pour les enfants.

M. Nopper ne comprend pas très bien cette proposition, car les murs sont accessibles à tous-tes les grimpeurs-ses quel que soit leur âge, preuve en est que le Service des loisirs de la jeunesse propose des activités ouvertes aux élèves des écoles primaires.

Ce même commissaire ajoute que les grimpeurs-ses souhaitent également que les caractéristiques athlétiques et techniques des voies soient améliorées, qu'en pense M. Nopper?

M. Nopper comprend cette requête, mais stipule que ces murs doivent être ouverts à un large public et qu'il est donc difficile d'attribuer une bonne partie de l'équipement aux seuls-es compétiteurs-trices de pointe. Il relève également que la catégorie concernée ne représente qu'un petit 5% du total des usagers-ères du mur et qu'il faut donc savoir raison garder.

Qu'en est-il de la demande des pétitionnaires en ce qui concerne un abaissement des tarifs à la séance?

M. Nopper déclare que le tarif horaire, à la Queue-d'Arve, a été fixé à 13 francs et qu'il n'est pas question de le diminuer. Il ajoute toutefois que l'on ne peut comparer une heure de badminton à une heure de grimpe, car on ne peut contraindre un-e grimpeur-se à minuter ses ascensions. C'est la raison pour laquelle le ticket a été établi à 26 francs par séance pour les utilisateurs-trices du mur. M. Nopper précise que les jeunes en dessous de 18 ans paient, eux, un montant de 13 francs et il ajoute encore que des contrôles sont systématiquement entrepris.

Quelle est la part des abonnements mise en rapport avec les prix à la séance?

M. Nopper indique à la commission qu'il y a eu, l'année précédente, 258 séances pour les adultes et 647 au tarif réduit. On a vendu 760 abonnements, dont 428 aux adultes et 332 aux enfants. Il précise encore que le prix de ces abonnements est fixé à 220 francs pour les adultes et à 110 francs pour les jeunes de moins de 18 ans.

Un commissaire demande si d'autres communes envisagent de construire, à court ou moyen terme, d'autres murs.

M. Nopper, qui suit de près tout ce qui se fait, n'en a pas entendu parler.

Le rapporteur propose alors à M. Nopper d'étudier la possibilité d'installer un mur à grimper dans la «cathédrale», qui se trouve dans les anciens bâtiments de la SIP. On a construit, à titre d'exemple, une paroi circulaire à l'intérieur d'une tour moyenâgeuse, à Morat, considérée comme une parfaite réussite tant sur le plan architectural que sportif. Pourquoi ne pas en faire autant?

La commission s'intéresse à cette idée et demande à M. Nopper, compte tenu de l'importance du bâtiment, le niveau de température qu'il convient d'assurer pour ce type d'activité.

M. Nopper la situe autour de 18°C.

Une commissaire aimerait savoir si d'autres sociétés sportives ont demandé une extension de leurs locaux.

M. Nopper répond par l'affirmative tout en précisant que leur situation est moins aiguë que celles des grimpeurs-ses.

Le président remercie M. Nopper d'avoir été aussi complet dans ses réponses.

Débat

Une discussion s'engage au cours de laquelle un membre de la commission propose d'auditionner d'autres utilisateurs (handball, etc.) afin d'avoir une meilleure vision d'ensemble.

Cet avis n'est pas partagé, car quelques commissaires ont l'impression que cette audition qui opposerait les sociétés les unes aux autres n'apporterait aucune solution au problème.

Le président soumet les demandes d'audition au vote.

Ces différentes auditions sont refusées par 9 non (1 Ve, 3 S, 1 T, 1 AdG/SI, 1 DC, 2 UDC) contre 2 oui (1 L, 1 Ve) et 3 abstentions (1 L, 1 AdG/SI, 1 R).

Un commissaire démocrate-chrétien ayant commencé à écrire un texte en vue de proposer une recommandation plus proche de la réalité des choses, le président remet la discussion définitive à un peu plus tard, le temps pour lui de rédiger sa proposition.

La discussion reprend un moment après, et le texte de la recommandation se présente de la manière suivante:

«RECOMMANDATION

»Constatant:

- le succès grandissant de l'escalade en salle;
- le besoin de parois supplémentaires;
- la difficulté de maintenir dans la même salle des sports de balle et une activité d'escalade,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif d'étudier, en collaboration avec l'Etat et d'autres communes, une solution d'aménagement d'une salle affectée à l'escalade et, le cas échéant, à d'autres activités sportives compatibles.»

Un commissaire Vert qui plaide pour une cohabitation entre les différents sports demande la suppression du dernier constat et le président soumet cet amendement au vote.

Ledit amendement est refusé par 8 non (2 AdG/SI, 1 DC, 2 UDC, 2 L, 1 R) contre 5 oui (2 Ve, 3 S) et 1 abstention (T).

Vote final

La recommandation est ensuite mise aux voix telle qu'elle figure ci-dessus et elle est acceptée à l'unanimité des membres de la commission.

La commission des sports et de la sécurité invite donc le Conseil municipal à renvoyer cette pétition au Conseil administratif accompagnée de la recommandation ci-dessus.

Remarque: Le rapporteur tient à la disposition du Conseil municipal un dossier technique intitulé «Murs d'escalade» qu'il a reçu du Service des sports.

Afin que soient augmentées et améliorées les possibilités d'escalade en salle, sportive et tout public, au centre sportif de la Queue-d'Arve

Genève, ville internationale et carrefour alpin reconnu, à la riche histoire toujours en développement dans les domaines de l'alpinisme et de l'escalade, a la chance de posséder depuis 1992 des parois d'escalade dans une salle du centre sportif de la Queue d'Arve. Celles-ci permettent à toutes les catégories de sportifs de s'entraîner. Grand public, élèves des écoles, familles, sportifs reconnus et compétiteurs de haut niveau s'y réunissent quotidiennement à cet effet.

Le succès et l'engouement pour cette activité enrichissante aux plans personnel et social ne fait que se renforcer. Malheureusement les installations existantes restent lourdement saturées malgré les compléments apportés en 1995, 1998 et 2003, lesquels ont été à chaque fois fort appréciés.

Considérant que ces installations doivent être augmentées et leurs conditions d'utilisation améliorées les signataires de cette pétition relèvent

- que compte tenu du nombre de grimpeurs exerçant simultanément leur activité, la gêne réciproque et le risque de collision lors d'une chute sont élevés ;
- que le temps d'attente pour escalader une voie est généralement très long aux heures de fréquentation possibles pour les personnes exerçant une activité professionnelle à plein temps ;
- que les voies de niveau moyen (5° et 6° degrés) ne sont pas assez nombreuses ;
- que parfois il n'est tout simplement pas possible de s'adonner à son sport favori ;
- que la pratique en famille avec de jeunes enfants est très précaire ;
- que la température dans les voies est souvent excessivement élevée et que l'air y est vicié ;
- que le tarif d'une séance unique est prohibitif et dissuasif.

Ces signataires demandent donc :

- que la surface de l'espace alloué à l'escalade soit augmentée. Si cela est possible, qu'un espace indépendant y soit consacré ;
- que les surfaces d'escalade des murs et du pan d'échauffement ainsi que le nombre de prises soient augmentés ;
- qu'un espace d'escalade pour enfants sur un pan séparé soit créé ;
- que l'aération du site soit améliorée ;
- que les caractéristiques athlétiques et techniques des voies tracées soient plus variées et plus régulièrement renouvelées grâce une équipe d'ouvriers constituée à cet effet ;
- que le tarif de la séance unique soit abaissé.

Nom, prénom

Adresse

Signature

1

2

3

4

5

6

7

8

Le Club Alpin Suisse sections genevoise, le Club Alpin Suisse section carougeoise et Les Amis Montagnards de Genève soutiennent cette pétition.